

Refonder le vivre-ensemble

Que faire face à la montée du racisme et de l'antisémitisme ? Quelle place accorder au passé dans l'éducation des futurs citoyens ? Le premier forum « Démocratie, mémoires et vigilance », organisé les 20 et 21 septembre par la Fondation du camp des Milles, dont *Le Monde* est partenaire, nourrira le débat

Nos démocraties sont-elles chancelantes ? Nos mémoires sont-elles vacillantes ? Il y a quinze ou vingt ans, en Europe, de telles questions auraient paru incongrues. Le rideau de fer était tombé, le bloc soviétique s'était effondré, le totalitarisme n'était plus qu'un triste souvenir, et certains s'imaginaient que la « fin de l'histoire » était venue, autrement dit que la démocratie libérale était sur le point de définitivement triompher.

Parallèlement, l'Histoire se rappelait à nos consciences. Les souvenirs encombrants, ceux qui avaient été prudemment mis de côté afin de ne pas raviver les vieilles blessures, affleuraient à nouveau. L'amnésie était passée de mode, le temps était au « devoir de mémoire », et, un peu partout, s'installait l'idée selon laquelle l'ombre portée d'un passé encore présent était le meilleur garde-fou pour l'avenir de nos démocraties.

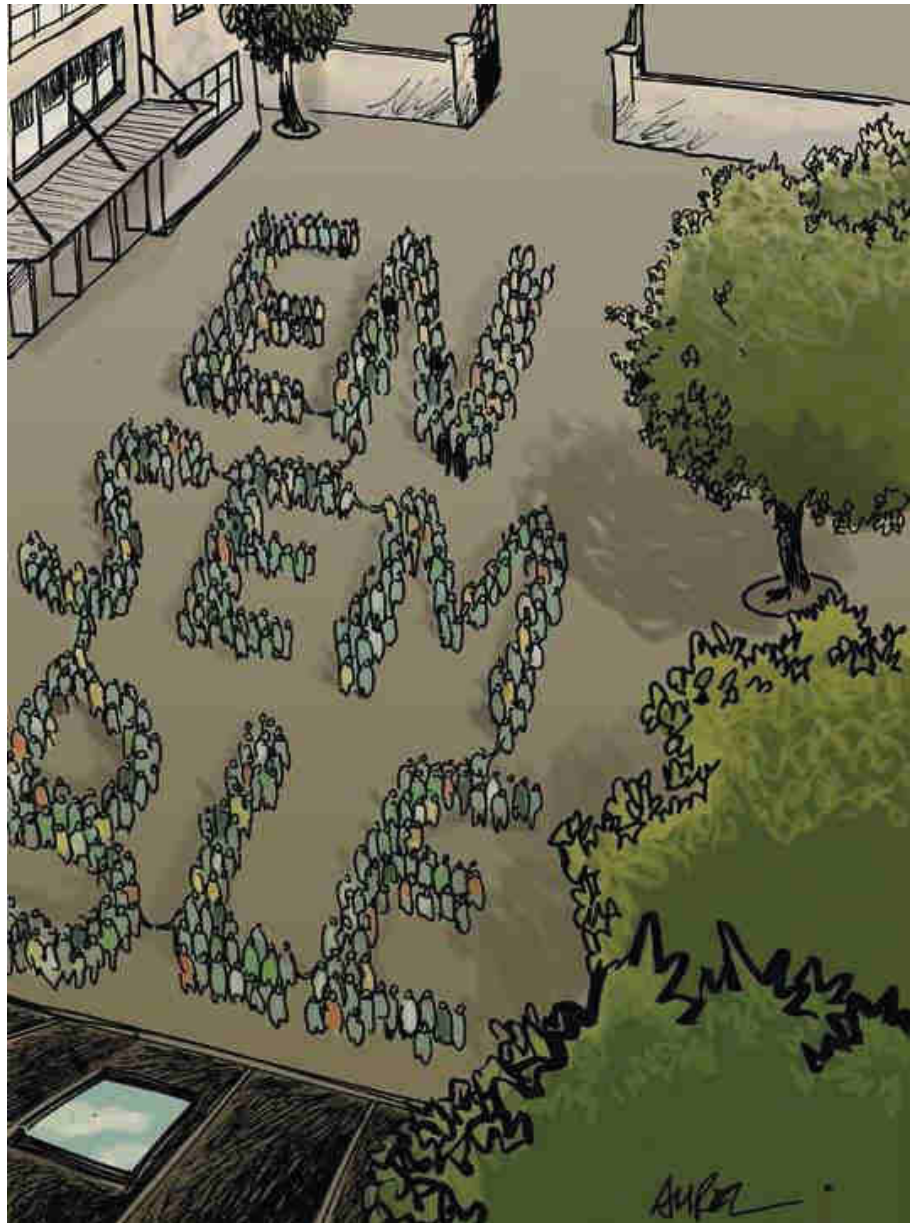
Cette rassurante dialectique s'est aujourd'hui brisée. Les démocraties européennes, hier conquérantes, sont aujourd'hui sur la défensive. La poussée des partis extrémistes, la menace du terrorisme, la multiplication des actes racistes et antisémites, tout cela nourrit un climat de peur et de repli plus favorable aux ardeurs autoritaires qu'aux élans altruistes.

Dans le même temps, nos mémoires donnent l'impression de s'être dérégulées. Ici, la tyrannie du passé, un passé qui, à force d'être ressassé, entrave l'apaisement des consciences. Là, la dictature de l'instantané avec son corollaire, l'oubli des héritages, des filiations et des généalogies, bref, de tout ce qui fait le lien social. « *Je reste troublé par l'inquiétant spectacle que donnent le trop de mémoire ici, le trop d'oubli ailleurs* », écrivait le philosophe Paul Ricoeur au début de son maître ouvrage, *La Mémoire, l'Histoire et l'Oubli* (Seuil, 2000). Cette inquiétude, exprimée il y a quinze ans, n'a rien perdu de sa justesse. Bien au contraire.

Alors que faire ? Face aux menaces qui pèsent sur le vivre-ensemble, formule désormais répétée à tout bout de champ, les responsables politiques croient – ou font mine de croire – à l'efficacité des vieilles recettes. Exemple parmi beaucoup d'autres, cet extrait du discours de François Hollande, prononcé le 22 juillet 2012, à l'occasion du 70^e anniversaire de la rafle du Vel'd'Hiv. « *Transmettre cette mémoire, c'est enfin en retenir toutes les leçons. C'est comprendre comment l'ignominie fut possible hier, pour qu'elle ne puisse plus jamais ressurgir demain.* »

L'injonction mémorielle comme condition du « plus jamais ça » : chacun sait que les choses ne sont, hélas, pas aussi simples. Alors que faire ? Quelle place accorder au passé dans l'éducation des futurs citoyens ? Sur quels piliers fonder une « politique de la juste mémoire », pour reprendre une expression de Paul Ricoeur ? Le premier forum « Démocratie, mémoires et vigilance », organisé les 20 et 21 septembre par la Fondation du camp des Milles, et dont *Le Monde* est partenaire, est l'occasion d'ouvrir le débat. ■

THOMAS WIEDER



Des jeunes s'emparent du dialogue interreligieux

Les demandes d'intervention en milieu scolaire auprès de deux associations, Coexister et Enquête, se sont multipliées depuis les attentats de janvier. Le but ? Démonteur les préjugés

Déconstruire les préjugés, faire tomber les préventions, combattre les peurs, déminer, s'ouvrir à l'autre... Les associations qui font profession de prévenir les tensions interreligieuses, notamment chez les jeunes, sont de plus en plus sollicitées depuis les attentats de janvier à Paris.

Le nombre d'adhérents (environ 2 000) et de bénévoles (600) de Coexister, un mouvement interreligieux de jeunes né en 2009, a doublé après les tueries de *Charlie Hebdo*, de Montrouge et de l'Hyper Cacher, et les demandes d'intervention en milieu scolaire, adressées à l'association, ont plus que doublé.

Enquête, une association créée il y a cinq ans qui propose une initiation à la laïcité et au fait religieux pour les enfants (7-11 ans) et pour ceux qui les encadrent, vend depuis janvier quatre fois plus d'exemplaires de *L'Arbre à défis*, un jeu qu'elle a conçu pour s'adresser à cette classe d'âge. Avec une nuance : « *Depuis janvier, on nous*

« Dans le monde de l'entreprise aussi, la demande est forte »

SAMUEL GRZYBOWSKI
président de Coexister

demande de mettre davantage l'accent sur la laïcité et moins sur le fait religieux », témoigne Marine Quenin, la déléguée générale d'Enquête.

Les deux organisations ne situent pas leur action dans le même registre. A Coexister, dans les quelque trente groupes présents sur le territoire, jeunes croyants de différentes religions et non-croyants se côtoient, se découvrent, exercent ensemble des actions de solidarité (avec des sans-abri, des personnes âgées, des malades...).

Certains, en outre, interviennent dans des établissements scolaires,

principalement dans des lycées, où les stéréotypes sont déjà bien installés. « *Nous sommes formés pour cela. Nous utilisons beaucoup des jeux. La majeure partie de nos interventions consiste à démonter les préjugés* », explique le président, Samuel Grzybowski.

A l'âge de l'école primaire, Enquête vient à la demande des établissements ou directement des municipalités dans le cadre péri-scolaire, ou dans les centres sociaux ou les associations de quartier pour l'aide aux devoirs et les activités culturelles. « *J'ai commencé à m'investir sur ces questions quand ma fille est rentrée de l'école avec des interrogations sans réponse, ou en rapportant des formules dont elle ne comprenait pas le sens comme "tête de balout"* », explique Marine Quenin.

Les intervenants de l'association proposent une série de séances avec les enfants, en recourant à des jeux pédagogiques créés par Marine Quenin. « *Pourquoi certains ne mangent pas de porc ; à quoi servent les cloches ; qu'est-ce que le*

jeûne, les jours de fête : le simple fait de parler de ces questions devant les enfants fait baisser physiquement la tension », a-t-elle expliqué, en mai, au cours d'une formation dispensée par l'enseignement catholique. Outre les ateliers avec les enfants, Enquête veut développer les actions de formation des enseignants et, plus largement, des personnels de l'enseignement.

Mais les deux associations sont déjà sollicitées en dehors de leur champ d'action initial. Coexister va s'élargir au monde de l'entreprise et donner naissance à un cabinet de conseil. « *Là aussi, la demande est forte, notamment dans les secteurs de la restauration, de la logistique, de la livraison et des plates-formes d'appel* », témoigne Samuel Grzybowski. Les tensions concernent le plus souvent les menus, la pratique religieuse – voile et prière –, les jours de congé et les incompréhensions entre collègues.

Quant à Enquête, Marine Quenin veut aujourd'hui lui faire prendre pied au collège. ■

CÉCILE CHAMBRAUD

« La démocratie sera en danger si elle laisse la peur dominer l'espace public »

Pour Alain Chouraqui, président de la Fondation du camp des Milles, l'Occident doit revitaliser son modèle

ENTRETIEN

Alain Chouraqui est directeur de recherche émérite au CNRS et président fondateur de la Fondation du camp des Milles. Auteur de plusieurs ouvrages sur les grands enjeux sociétaux, il a publié en mai *Pour résister – A l'engrenage des extrémismes, des racismes et de l'antisémitisme* (Cherche-Midi, 196 pages, 16,90 euros) et sort le 20 septembre un *Petit manuel de survie démocratique* (Fondation du camp des Milles, gratuit).

Malgré l'émotion suscitée par la photo du petit Aylan mort sur une plage en Turquie, une partie des Français restent hostiles à l'accueil des migrants. Comment l'expliquez-vous ?

Nous assistons aussi à de nombreux et beaux élan de solidarité ! Ne faut-il pas considérer que la peur et la générosité font rarement bon ménage, et que des cœurs se sont endurcis lorsque des humains, des réfugiés, sont considérés d'abord comme des « problèmes à traiter » et moins comme des personnes en détresse ?

Guerres et terrorisme dans et autour de l'Europe, le monde est-il en train de basculer dans une logique de barbarie ?

Le monde voit des mouvements contradictoires, des avancées et des reculs de la liberté et de la « civilisation ». Mais « notre » monde occidental se trouve confronté à des frottements identitaires entre les peuples qu'induisent la mondialisation et les outils technologiques. Des conceptions différentes de l'individu, du religieux, de la femme se rencontrent, conduisant à des rapprochements comme à des crispations. Elles prennent en tenant nos démocraties entre le terrorisme islamiste et l'extrémisme nationaliste. Au nom d'identités meurtrières, ceux-ci se nourrissent l'un de l'autre et conduisent nos sociétés à une embarquée tragique, une véritable barbarie.

Comment la démocratie et la société civile peuvent-elles lutter contre le terrorisme religieux ?

On peut distinguer trois niveaux de lutte, le choix étant entre Munich, Montoire et Londres : réaffirmer et transmettre nos valeurs, renforcer nos défenses et apprendre à vivre avec la menace, et ne pas sacrifier notre vivre-ensemble au risque de mourir ensemble. La société doit saisir l'occasion de cette contestation tragique de no-



tre « modèle » pour retrouver ses fondements et le revitaliser. L'évidence acquise de la démocratie ne doit pas ressembler à un bonheur qui meurt d'avoir été oublié.

La démocratie est-elle en danger ?

Crises et déstabilisations menacent tous les systèmes. Et la démocratie sera en danger si elle ne sait pas réhabiliter le débat intellectuel et sortir du niveau zéro de la culture politique qui confond légalité et légitimité, nation et « pureté ». Est-il acceptable que tant de citoyens considèrent qu'une élection légale confère une légitimité démocratique aux élus, sans se préoccuper du contenu de leurs idées, en oubliant que la démocratie recherche l'équilibre et la séparation des pouvoirs, assure la loi de la majorité mais aussi le respect des minorités ? Hitler était-il donc un démocrate puisqu'il a été élu ?

La démocratie sera en danger si elle laisse la peur dominer l'espace public et empêcher la raison de surmonter, par le dialogue démocratique, les tensions de toute so-

ciété entre valeurs et intérêts différents. Les régimes autoritaires ont toujours recourus à la xénophobie lorsqu'ils sont en difficulté. Or l'histoire montre combien les racismes et l'antisémitisme ont un potentiel passionnel explosif et immaîtrisable.

Comment la démocratie peut-elle retrouver ses vertus après avoir été entachée de multiples affaires (Guantanamo, Abou Ghraïb, écoutes de la NSA) ?

Comment mieux faire vivre la justice sociale, la liberté, l'égalité, la fraternité, la dignité ? Il faut aussi comparer. Les pratiques en démocratie sont certes imparfaites. Mais elle est bien « le pire des régimes à l'exception de tous les autres », disait Churchill. L'argument n'est pas exaltant, mais regardons hors des démocraties le silence des peuples soumis et le sang des désolés. Quant à l'Etat démocratique, il est ce que les citoyens laissent faire. Il peut lui-même connaître de dangereuses dérives « sécuritaires défensives ».

En Occident, les sociétés civiles n'ont jamais autant soutenu la démocratie qu'aujourd'hui, tout en étant traversées par une nouvelle montée d'intolérance. Comment surmonter cette contradiction ?

S'agit-il bien des mêmes personnes ? Une perte de repères collectifs favorise des postures primaires d'« autodefense » et de rejet de l'autre. A cela peut répondre la participation démocratique. Celle-ci présente des difficultés d'apprentissage, mais elle a le grand avantage de permettre la construction et l'appropriation de repères communs par les concernés eux-mêmes, et de réapprendre aux citoyens la solidarité.

Évitons cet écueil : l'imposition par les relais médiatiques ou politiques d'idées extrémistes minoritaires à une majorité passive. Gardons à l'esprit le 11 janvier, les solidarités face aux migrants, les héros du Thalys, les « actes justes » opposés aux politiques génocidaires contre les Arméniens, les Juifs, les Tsiganes, les Tutsis.

Comment se fonder sur la mémoire comme thème de prévention des extrémismes alors que les critiques ont tourné en dérision ce trop-plein de mémoire dans la société ?

La mémoire ne doit plus être seulement la nécessaire mémoire-référence au passé. Elle doit être aussi travaillée comme une mémoire-référence pour aujourd'hui. Une approche interdisciplinaire et intergénérationnelle permet une « convergence des mémoires » qui éclaire sur les mécanismes humains récurrents, individuels, collectifs et institutionnels qui ont conduit au pire, mais aussi sur les capacités d'y résister.

Ces clés de compréhension fondées sur l'expérience du pire montrent qu'un parti autoritaire n'a pas besoin d'une majorité d'électeurs pour arriver au pouvoir par les urnes. Il lui suffit plus tard d'écarter ses alliés « modérés ». Elles montrent également qu'il est essentiel de réagir dès le commencement des engrenages.

GÀITZ MNIASSIAN

PROGRAMME

Le premier forum annuel « Démocratie, mémoires et vigilance », organisé par la Fondation du camp des Milles et dont *Le Monde* est partenaire, aura lieu les 20 et 21 septembre au Site-Mémorial du camp des Milles. Site-Mémorial du camp des Milles, 40, chemin de la Badesse, 13290 Aix-en-Provence (Les Milles).

20 SEPTEMBRE

La convergence des mémoires éclaire le présent
A partir de 10 heures
« Les leçons citoyennes de l'histoire du camp des Milles » (Visite commentée et participative du Site-Mémorial).
14 h 30 Table ronde « Face aux engrenages des extrémismes racistes et antisémites ».

21 SEPTEMBRE

De la mémoire révérence à la mémoire référence
A partir de 10 heures « Un Vél d'Hiv du Sud sans occupation allemande » (Visite commentée et participative du Site-Mémorial).
11 heures à 13 heures Inauguration d'un wagon souvenir d'époque restauré par le comité d'établissement SNCF PACA.
14 heures Projection du film *Les Trois Etapes menant au pire : un résistible engrenage*.
14 h 30 Débat « Pour résister au potentiel explosif des racismes et de l'antisémitisme » animé par Alain Chouraqui, président fondateur de la Fondation du camp des Milles.
16 heures « La résistance cheminoite », conférence de Robert Menchenir, professeur honoraire d'université en histoire contemporaine.

A l'école, la finalité intellectuelle prime sur la finalité civique

Pour les enseignants, notamment en histoire-géographie, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme est un combat conceptuel avant tout

Le cours, encore le cours, toujours le cours. C'est la réponse qu'avancent la plupart des enseignants quand on leur demande comment l'école peut combattre le racisme et l'antisémitisme. « On lutte en faisant appel à l'intelligence de chacun, avec du fond essentiellement historique, pas avec des slogans ou des prescriptions déconnectées du terrain », témoigne Iannis Roder. « La priorité de l'enseignant, c'est de forger les esprits, et cette finalité intellectuelle prime sur la finalité civique », renchérit Vincent Casanova. Tous deux enseignent l'histoire-géographie dans l'académie de Créteil, un territoire montré du doigt au lendemain des attentats

de janvier, quand « *Je ne suis pas Charlie* » a retenti dans certains collèges et lycées.

Le premier, coauteur des *Territoires perdus de la République* (Mille et Une Nuits, 2002), gère aussi, au Mémorial de la Shoah, les formations d'enseignants que lui confie l'éducation nationale. Le second, membre du collectif Aggioramento, coordonne – avec d'autres – le microlycée du Bourget (Seine-Saint-Denis), qui rescolarise dans la voie générale une cinquantaine de jeunes de 17 à 25 ans.

C'est peu dire que ces deux professeurs n'analysent pas de la même façon les provocations d'élèves relayées, cet hiver, dans les médias. Et pourtant, en classe,

« N'en faisons pas trop dans le compassionnel »

BRUNO MODICA
professeur
d'histoire-géographie

leur réponse est la même : ne jamais éluder les débats ni esquiver les questions. Miser sur les savoirs plutôt que sur l'émotion. « Il fut un temps où l'on déclarait vouloir « changer la société » et cela avait pour corollaire des réformes scolaires, reprend Vincent Casanova. Aujourd'hui, on affirme vouloir « refonder l'école » pour espérer que

la société changera... Mais si on fait bien notre boulot, surtout en histoire-géo, peu de chapitres ne sont pas en prise avec ces problématiques-là. C'est bien au quotidien qu'on les combat. »

Le gouvernement n'en a pas moins jugé bon de placer l'école en première ligne de son « plan de lutte contre le racisme et l'antisémitisme », dévoilé le 17 avril. Un programme sur trois ans – 2015 à 2017 –, décliné en quarante mesures et doté d'une enveloppe de 100 millions d'euros, dans lequel l'éducation nationale figure en bonne place. La rentrée 2015 en porte d'ailleurs la trace : nouvel enseignement moral et civique, commémorations patriotiques, visites

de lieux de mémoire. Journée de la laïcité... cette « priorité » insufflée par le gouvernement va bien au-delà de l'effet d'annonce. « C'est la première fois que le racisme et l'antisémitisme sont un axe important et continu de l'enseignement, reconnaît l'historien Claude Lelièvre. La première fois qu'ils sont nommés tels quels, et ensemble, dans des programmes du CP à la 3^e. »

« Le mieux est l'ennemi du bien » Sur le terrain, ce « virage » reçoit un accueil prudent. « On n'a jamais autant visité de lieux de mémoire, jamais autant enseigné la Shoah... et jamais autant enregistré d'actes antisémites et racistes, regrette Iannis Roder. C'est une lutte concep-

tuelle systématique qu'il nous faut valoriser. » « On lutte d'abord par les contenus, les armes intellectuelles, renchérit Bruno Modica, professeur à Béziers (Hérault) et porte-parole des Clionautes, association d'enseignants d'histoire-géographie. *N'en faisons pas trop dans le compassionnel. La fameuse photo du petit Aylan est déjà dans des séquences de cours en ligne... Mais le mieux est l'ennemi du bien. Ce que le professeur passeur d'histoire doit apporter en priorité, c'est le décryptage, l'explication. »*

Un impératif qui ne passe ni par l'injonction ni par la proclamation, mais que l'école peut faire vivre sur le temps long. ■

MATTEA BATTAGLIA